



## Lettre ouverte adressée à

Madame Marie-Paule Demiguel, sous-préfète de la Haute-Garonne  
Monsieur Jean-François Guillot, président de Fibre Excellence Saint-Gaudens SAS  
Monsieur Jean-Yves Duclos, maire de Saint-Gaudens - président du Pays Comminges Pyrénées  
Monsieur André Puissegur, maire de Valentine  
Madame Laure Vigneaux, maire de Miramont-de-Comminges  
Monsieur Georges Méric, président du Conseil départemental de la Haute-Garonne  
Madame Carole Delga, présidente de la région Occitanie – Pyrénées Méditerranée

Courriel : [desobeissantscomminges@riseup.net](mailto:desobeissantscomminges@riseup.net)

Saint-Gaudens, le jeudi 7 novembre 2019,

Madame, Monsieur,

La catastrophe de Lubrizol vient nous rappeler une nouvelle fois du danger encouru par les populations riveraines de sites industriels classés Seveso. Malgré la révision de réglementation à de multiples reprises, le rehaussement des seuils, les présentations rassurantes des autorités, l'assurance des professionnels et autres spécialistes, force est de constater que les accidents industriels sont inhérents à ce type d'activité et les catastrophes toujours possibles avec leur florilège de désastres tant humains qu'environnementaux.

L'inquiétude est d'autant plus forte qu'à Rouen, une nouvelle fois, l'État a failli dans son rôle de protection et d'information des citoyens. Malgré un passif déjà lourd en la matière, l'État et sa cohorte de spécialistes ont *systématiquement* une gestion irresponsable, opaque et malhonnête des événements : négation, relativisation des faits ou minimisation face à l'évidence. Ainsi à Rouen, on ré-ouvre les écoles alors que l'incendie est toujours en cours. A quoi s'ajoute la prépondérance des questions économiques sur les questions sanitaires et environnementales.

Les habitants du Comminges sont, eux aussi, exposés à des risques majeurs. Le site industriel de la Cellulose à Saint-Gaudens utilise notamment du bioxyde de chlore et émet de l'hydrogène de soufre. Les sites de Boussens : celui d'Antargaz stocke d'importantes quantités de GPL et celui de BASF avec la présence de méthanol, d'acide chlorhydrique, ... Malgré l'existence de plans de préventions établis par les entreprises et les autorités, il est légitime, face à la gestion calamiteuse des catastrophes et le manque de transparence, de se demander si en cas de danger la population commingeoise sera correctement alertée, protégée, accompagnée.

Nous considérons qu'au moment où tant de curseurs sanitaires et environnementaux sont au rouge, où l'Humanité est confrontée au dérèglement climatique et doit adopter un changement radical de son mode de vie pour y faire face, le Comminges doit s'interroger sur les pratiques industrielles se déroulant sur son territoire.

C'est pourquoi, les désobéissant·e·s du Comminges et avec eux toutes les citoyennes et tous les citoyens qui se reconnaîtront dans cet appel réclament l'organisation, par les autorités, d'un débat public dans les plus brefs délais. Un débat contradictoire où chacun et chacune pourra s'exprimer dans lequel seront notamment abordées les questions relatives aux conséquences sanitaires et environnementales des pratiques industrielles polluantes. Conscients de l'importance économique de ces sites pour la région, le débat amènera également à s'interroger sur les procédés de fabrication industrielle non polluants à mettre en place.

Nous nous tenons à votre disposition quant à l'organisation de ce débat et seront vigilants à une participation égalitaire des différentes parties.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments respectueux

Le collectif Désobéissant·e·s en Comminges